

C-5

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-5

An Act to provide for the resumption and continuation of air
service operations

FIRST READING, JUNE 16, 2011

MINISTER OF LABOUR

C-5

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-5

Loi prévoyant la reprise et le maintien des services aériens

PREMIÈRE LECTURE LE 16 JUIN 2011

MINISTRE DU TRAVAIL

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act to provide for the resumption and continuation of air service operations*".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «*Loi prévoyant la reprise et le maintien des services aériens*».

SUMMARY

This enactment provides for the resumption and continuation of air service operations and imposes a final offer selection process to resolve matters remaining in dispute between the parties.

SOMMAIRE

Le texte prévoit la reprise et le maintien des services aériens et impose le choix d'une des offres finales comme mode de règlement des questions qui font toujours l'objet d'un différend entre les parties.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO PROVIDE FOR THE RESUMPTION AND
CONTINUATION OF AIR SERVICE OPERATIONS

SHORT TITLE

1. *Continuing Air Service for Passengers Act*

INTERPRETATION

2. Definitions

AIR SERVICE OPERATIONS

3. Resumption or continuation of air service operations
4. Prohibitions
5. Obligations

EXTENSION OF COLLECTIVE AGREEMENT

6. Extension
7. Strikes and lockouts prohibited

FINAL OFFER SELECTION

8. Appointment of arbitrator
9. Powers and duties
10. Obligation to provide final offer
11. Arbitrator's duties
12. Proceedings prohibited
13. New collective agreement not precluded

NEW COLLECTIVE AGREEMENT

14. New collective agreement

COSTS

15. Costs

ENFORCEMENT

16. Individuals
17. No imprisonment
18. Recovery of fines
19. Presumption

TABLE ANALYTIQUE

LOI PRÉVOYANT LA REPRISE ET LE MAINTIEN DES
SERVICES AÉRIENS

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur le maintien des services aériens de passagers*

DÉFINITIONS

2. Définitions

SERVICES AÉRIENS

3. Reprise ou maintien des services aériens
4. Interdictions
5. Obligations

PROROGATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE

6. Prorogation
7. Interdiction de déclarer une grève ou un lock-out

CHOIX DE L'OFFRE FINALE

8. Nomination de l'arbitre
9. Attributions de l'arbitre
10. Obligation de fournir une offre finale
11. Mandat de l'arbitre
12. Impossibilité de recours judiciaires
13. Possibilité de conclure une nouvelle convention collective

NOUVELLE CONVENTION COLLECTIVE

14. Nouvelle convention collective

FRAIS

15. Frais

CONTRÔLE D'APPLICATION

16. Particuliers
17. Exclusion de l'emprisonnement
18. Recouvrement
19. Assimilation

COMING INTO FORCE

20. Coming into force

ENTRÉE EN VIGUEUR

20. Entrée en vigueur

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-5

PROJET DE LOI C-5

An Act to provide for the resumption and continuation of air service operations

Loi prévoyant la reprise et le maintien des services aériens

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Continuing Air Service for Passengers Act*.

1. *Loi sur le maintien des services aériens de 5 passagers.*

Titre abrégé
5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. (1) The following definitions apply in this Act.

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“arbitrator”
« arbitre »

“arbitrator” means the arbitrator appointed under section 8.

« arbitre » L'arbitre nommé en application de l'article 8.

« arbitre »
“arbitrator”

“collective agreement”
« convention collective »

“collective agreement” means the collective agreement between the employer and the union that expired on February 28, 2011.

« convention collective » La convention collective intervenue entre l'employeur et le syndicat et expirée le 28 février 2011.

« convention collective »
“collective agreement”

“employee”
« employé »

“employee” means a person employed by the employer and bound by the collective agreement.

« employé » Personne employée par l'employeur et liée par la convention collective.

« employé »
“employee”

“employer”
« employeur »

“employer” means Air Canada.

« employeur » Air Canada.

15 « employeur »
“employer”

“Minister”
« ministre »

“Minister” means the Minister of Labour.

« ministre » Le ministre du Travail.

« ministre »
“Minister”

“union”
« syndicat »

“union” means the National Automobile, Aerospace Transportation and General Workers Union of Canada (CAW — Canada), Local 20 2002.

« syndicat » Le Syndicat national de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada (TCA — Canada), section 2002.

« syndicat »
“union”

20

Words and expressions

(2) Unless otherwise provided, words and expressions used in this Act have the same meaning as in Part I of the *Canada Labour Code*.

(2) Sauf disposition contraire, les termes de la présente loi s'entendent au sens de la partie I du *Code canadien du travail*.

Terminologie

AIR SERVICE OPERATIONS

SERVICES AÉRIENS

Resumption or continuation of air service operations

3. On the coming into force of this Act, 5

(a) the employer must resume without delay, or continue, as the case may be, air service operations; and

(b) every employee must, when so required, resume without delay, or continue, as the case 10 may be, the duties of the employee's employment.

3. Dès l'entrée en vigueur de la présente loi : 5

a) l'employeur est tenu de reprendre sans délai ou de continuer, selon le cas, la prestation des services aériens;

b) les employés sont tenus de reprendre sans délai ou de continuer, selon le cas, leur travail lorsqu'on le leur demande. 10

Reprise ou maintien des services aériens

Prohibitions

4. It is prohibited for the employer and for any officer or representative of the employer to

(a) in any manner impede any employee 15 from complying with paragraph 3(b); or

(b) discharge or in any other manner discipline, or authorize or direct the discharge or discipline of, any employee by reason of the employee having been on strike before the 20 coming into force of this Act.

4. Il est interdit à l'employeur ainsi qu'à ses dirigeants et représentants :

Interdictions

(a) d'empêcher tout employé de se conformer à l'alinéa 3b);

(b) de congédier tout employé, de prendre des mesures disciplinaires contre lui ou d'ordonner ou de permettre à quiconque de le congédier ou de prendre de telles mesures contre lui parce qu'il a participé à une grève avant l'entrée en vigueur de la présente loi. 20

a) d'empêcher tout employé de se conformer à l'alinéa 3b);

b) de congédier tout employé, de prendre des mesures disciplinaires contre lui ou d'ordonner ou de permettre à quiconque de le congédier ou de prendre de telles mesures contre lui parce qu'il a participé à une grève avant l'entrée en vigueur de la présente loi. 20

Obligations

5. The union and each officer and representative of the union must

(a) without delay on the coming into force of this Act, give notice to the employees that, by 25 reason of that coming into force, air service operations are to be resumed or continued, as the case may be, and that the employees, when so required, are to resume without delay, or continue, as the case may be, the 30 duties of their employment;

(b) take all reasonable steps to ensure that employees comply with paragraph 3(b); and

(c) refrain from any conduct that may encourage employees not to comply with 35 paragraph 3(b).

5. Le syndicat ainsi que ses dirigeants et représentants sont tenus :

Obligations

(a) dès l'entrée en vigueur de la présente loi, d'informer sans délai les employés que, en raison de cette entrée en vigueur, la prestation 25 des services aériens doit reprendre ou continuer, selon le cas, et qu'ils doivent reprendre sans délai ou continuer leur travail lorsqu'on le leur demande;

(b) de prendre toutes les mesures raisonnables 30 pour garantir le respect de l'alinéa 3b) par les employés;

(c) de s'abstenir de tout comportement pouvant inciter les employés à ne pas se conformer à l'alinéa 3b). 35

a) dès l'entrée en vigueur de la présente loi, d'informer sans délai les employés que, en raison de cette entrée en vigueur, la prestation 25 des services aériens doit reprendre ou continuer, selon le cas, et qu'ils doivent reprendre sans délai ou continuer leur travail lorsqu'on le leur demande;

b) de prendre toutes les mesures raisonnables 30 pour garantir le respect de l'alinéa 3b) par les employés;

c) de s'abstenir de tout comportement pouvant inciter les employés à ne pas se conformer à l'alinéa 3b). 35

| | EXTENSION OF COLLECTIVE AGREEMENT | PROROGATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE | |
|--|---|---|---|
| Extension | 6. (1) The term of the collective agreement is extended to include the period beginning on March 1, 2011 and ending on the day on which a new collective agreement between the employer and the union comes into effect. 5 | 6. (1) La convention collective est prorogée à compter du 1 ^{er} mars 2011 jusqu'à la prise d'effet de la nouvelle convention collective à intervenir entre l'employeur et le syndicat. | Prorogation |
| Collective agreement binding for extended term | (2) Despite anything in the collective agreement or in Part I of the <i>Canada Labour Code</i> , the collective agreement, as extended by subsection (1), is effective and binding on the parties to it for the period for which it is extended. However, that Part applies in respect of the collective agreement, as extended, as if that period were the term of the collective agreement. 10 | (2) Malgré toute disposition de la convention collective ou de la partie I du <i>Code canadien du travail</i> , la convention collective prorogée par le paragraphe (1) a effet et lie les parties pour la durée de la prorogation. Cette partie s'applique toutefois à la convention ainsi prorogée comme si cette durée était celle de la convention collective. 10 | 5 Caractère obligatoire |
| Strikes and lockouts prohibited | 7. During the term of the collective agreement, as extended by subsection 6(1), it is prohibited (a) for the employer and for any officer or representative of the employer to declare or cause a lockout against the union; 20 (b) for the union and for any officer or representative of the union to declare or authorize a strike against the employer; and (c) for an employee to participate in a strike against the employer. 25 | 7. Pendant la durée de la convention collective prorogée par le paragraphe 6(1), il est interdit : a) à l'employeur ainsi qu'à ses dirigeants et représentants de déclarer ou de provoquer un lock-out à l'égard du syndicat; b) au syndicat ainsi qu'à ses dirigeants et représentants de déclarer ou d'autoriser une grève à l'égard de l'employeur; c) aux employés de participer à une grève à l'égard de l'employeur. 15 | Interdiction de déclarer une grève ou un lock-out |
| | FINAL OFFER SELECTION | CHOIX DE L'OFFRE FINALE | |
| Appointment of arbitrator | 8. The Minister must appoint as arbitrator for final offer selection a person that the Minister considers appropriate. | 8. Le ministre nomme à titre d'arbitre des offres finales la personne qu'il juge qualifiée. 25 | Nomination de l'arbitre |
| Powers and duties | 9. The arbitrator has, with any modifications that the circumstances require, all the powers and duties of an arbitrator under paragraphs 60(1)(a), (a.2), (a.3) and (a.4) and section 61 of the <i>Canada Labour Code</i> . 30 | 9. L'arbitre est investi, compte tenu des adaptations nécessaires, des attributions prévues aux alinéas 60(1)a), a.2), a.3) et a.4) et à l'article 61 du <i>Code canadien du travail</i> . | Attributions de l'arbitre |
| Obligation to provide final offer | 10. (1) Within the time and in the manner that the arbitrator may specify, the employer and the union must each submit to the arbitrator (a) a list of the matters on which the employer and the union were in agreement as of a date specified by the arbitrator and proposed contractual language that would give effect to those matters; 40 | 10. (1) Avant l'expiration des délais et de la façon que fixe l'arbitre, l'employeur et le syndicat lui remettent chacun : a) la liste des questions qui, à la date fixée par l'arbitre, font l'objet d'une entente, accompagnée du libellé qu'ils proposent pour leur mise en oeuvre; 35 | Obligation de fournir une offre finale |

| | | | |
|-----------------------------|---|---|--|
| | (b) a list of the matters remaining in dispute on that date; and | b) la liste de celles qui, à cette date, font toujours l'objet d'un différend; | |
| | (c) a final offer in respect of the matters referred to in paragraph (b). | c) leur offre finale de règlement des questions visées à l'alinéa b). | |
| Contractual language | (2) The final offer must be submitted with proposed contractual language that can be incorporated into the new collective agreement. | (2) L'offre finale est accompagnée du libellé qui est proposé pour permettre son incorporation à la nouvelle convention collective. | 5 Libellé |
| Arbitrator's duties | 11. (1) Subject to section 13, within 90 days after being appointed, or within any longer period that may be specified by the Minister, the arbitrator must | 11. (1) Sous réserve de l'article 13, dans les quatre-vingt-dix jours suivant sa nomination ou dans le délai supérieur que peut lui accorder le ministre, l'arbitre : | Mandat de l'arbitre |
| | (a) determine the matters on which the employer and the union were in agreement as of the date specified for the purposes of paragraph 10(1)(a); | a) détermine les questions qui, à la date fixée pour l'application de l'alinéa 10(1)a), faisaient l'objet d'une entente entre l'employeur et le syndicat; | 15 |
| | (b) determine the matters remaining in dispute on that date; | b) détermine les questions qui, à cette date, faisaient toujours l'objet d'un différend; | |
| | (c) select, in order to resolve the matters remaining in dispute, either the final offer submitted by the employer or the final offer submitted by the union; and | c) choisit, pour régler les questions qui font toujours l'objet d'un différend, soit l'offre finale de l'employeur, soit celle du syndicat; 20 | |
| | (d) make a decision in respect of the resolution of the matters referred to in this subsection and forward a copy of the decision to the Minister, the employer and the union. | d) rend une décision sur les questions visées au présent paragraphe et en transmet une copie au ministre ainsi qu'à l'employeur et au syndicat. 25 | |
| Guiding principle | (2) In making the selection of a final offer, the arbitrator is to be guided by the need for terms and conditions of employment that are consistent with those in comparable airlines and that will provide the necessary degree of flexibility to ensure the short- and long-term economic viability and competitiveness of Air Canada and the sustainability of its pension plan. | (2) Pour choisir l'offre finale, l'arbitre se fonde sur la nécessité de conditions de travail qui sont compatibles avec celles des transporteurs aériens comparables et qui fourniront à Air Canada la souplesse nécessaire à sa viabilité économique et sa compétitivité à court et à long terme ainsi qu'à la viabilité de son régime de pension. | 25 Principe directeur |
| If no final offer submitted | (3) If either the employer or the union fails to provide the arbitrator with a final offer in accordance with paragraph 10(1)(c), the arbitrator must select the final offer provided by the other party. | (3) Si l'une des parties — employeur ou syndicat — ne remet pas à l'arbitre son offre finale en conformité avec l'alinéa 10(1)c), celui-ci est tenu de choisir celle de l'autre partie. | Omission de présenter une offre finale |
| Contractual language | (4) The arbitrator's decision must be drafted in a manner that constitutes a new collective agreement between the employer and the union and, to the extent that it is possible, incorporate the contractual language that is referred to in paragraph 10(1)(a) and that is in the final offer selected by the arbitrator. | (4) La décision de l'arbitre est rédigée de façon à pouvoir servir de nouvelle convention collective entre l'employeur et le syndicat; elle incorpore, dans la mesure du possible, le libellé mentionné à l'alinéa 10(1)a) et celui de l'offre finale que l'arbitre choisit. | Libellé |

| | | | |
|--|---|--|---|
| Proceedings prohibited | <p>12. No order is to be made, no process is to be entered into and no proceeding is to be taken in court</p> <p>(a) to question the appointment of the arbitrator; or</p> <p>(b) to review, prohibit or restrain any proceeding or decision of the arbitrator.</p> | <p>12. Il n'est admis aucun recours ou aucune décision judiciaire visant :</p> <p>a) soit à contester la nomination de l'arbitre;</p> <p>b) soit à réviser, empêcher ou limiter toute action ou décision de celui-ci.</p> | <p>Impossibilité de recours judiciaires</p> <p>5</p> |
| New collective agreement not precluded | <p>13. Nothing in this Act precludes the employer and the union from entering into a new collective agreement at any time before the arbitrator makes a decision and, if they do so, the arbitrator's duties under this Act cease as of the day on which the new collective agreement is entered into.</p> | <p>13. La présente loi n'a pas pour effet d'empêcher l'employeur et le syndicat de conclure une nouvelle convention collective avant que l'arbitre ne rende sa décision, celui-ci étant dessaisi de l'affaire à la date de conclusion de cette convention.</p> | <p>Possibilité de conclure une nouvelle convention collective</p> <p>10</p> |
| NEW COLLECTIVE AGREEMENT | | NOUVELLE CONVENTION COLLECTIVE | |
| New collective agreement | <p>14. (1) Despite anything in Part I of the <i>Canada Labour Code</i>, the arbitrator's decision constitutes a new collective agreement between the employer and the union that is effective and binding on the parties beginning on the day on which it is made. However, that Part applies in respect of the new collective agreement as if it had been entered into under that Part.</p> | <p>14. (1) Malgré la partie I du <i>Code canadien du travail</i>, la décision de l'arbitre tient lieu de nouvelle convention collective entre l'employeur et le syndicat qui prend effet et lie les parties à compter de la date à laquelle la décision est rendue. Cette partie s'applique toutefois à la nouvelle convention comme si elle avait été conclue sous son régime.</p> | <p>Nouvelle convention collective</p> <p>15</p> |
| Coming into effect of provisions | <p>(2) The new collective agreement may provide that any of its provisions are effective and binding on a day that is before or after the day on which the new collective agreement becomes effective and binding.</p> | <p>(2) La nouvelle convention collective peut prévoir que telle de ses dispositions prend effet et lie les parties à compter d'une date antérieure ou postérieure à celle à laquelle elle prend effet et lie les parties.</p> | <p>Date de prise d'effet</p> <p>25</p> |
| Amendments | <p>(3) Nothing in this Act is to be construed so as to limit or restrict the rights of the parties to agree to amend any provision of the new collective agreement, other than a provision relating to its term, and to give effect to the amendment.</p> | <p>(3) La présente loi n'a pas pour effet de restreindre le droit des parties de s'entendre pour modifier toute disposition de la nouvelle convention collective, à l'exception de sa durée, et pour donner effet à la modification.</p> | <p>Modification</p> <p>25</p> |
| COSTS | | FRAIS | |
| Costs | <p>15. All costs incurred by Her Majesty in right of Canada relating to the appointment of the arbitrator and the performance of the arbitrator's duties under this Act are debts due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such, in equal parts from the employer and the union, in any court of competent jurisdiction.</p> | <p>15. Tous les frais que Sa Majesté du chef du Canada engage à l'occasion de la nomination de l'arbitre et de l'exercice des attributions que confère à celui-ci la présente loi sont des créances de Sa Majesté recouvrables à ce titre à parts égales auprès de l'employeur et du syndicat devant toute juridiction compétente.</p> | <p>Frais</p> <p>30</p> |

ENFORCEMENT

CONTRÔLE D'APPLICATION

| | | | |
|-------------------|---|---|-------------------------------|
| Individuals | <p>16. (1) An individual who contravenes any provision of this Act is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable, for each day or part of a day during which the offence continues, to a fine of</p> <p>(a) not more than \$50,000 if the individual was acting in the capacity of an officer or representative of the employer or the union when the offence was committed; or</p> <p>(b) not more than \$1,000 in any other case. 10</p> | <p>16. (1) Le particulier qui contrevient à la présente loi est coupable d'une infraction punissable par procédure sommaire et encourt, pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction : 5</p> <p>a) une amende maximale de 50 000 \$, dans le cas d'un dirigeant ou d'un représentant de l'employeur ou du syndicat qui agit dans l'exercice de ses fonctions au moment de la perpétration; 10</p> <p>b) une amende maximale de 1 000 \$, dans les autres cas.</p> | Particuliers |
| Employer or union | <p>(2) If the employer or the union contravenes any provision of this Act, it is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable, for each day or part of a day during which the offence continues, to a fine of not more than \$100,000. 15</p> | <p>(2) L'employeur ou le syndicat, s'il contrevient à la présente loi, est coupable d'une infraction punissable par procédure sommaire et encourt, pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction, une amende maximale de 100 000 \$.</p> | Employeur ou syndicat |
| No imprisonment | <p>17. Despite subsection 787(2) of the <i>Criminal Code</i>, no term of imprisonment is to be imposed in default of payment of a fine that is imposed under section 16.</p> | <p>17. Malgré le paragraphe 787(2) du <i>Code criminel</i>, la peine d'emprisonnement est exclue 20 en cas de défaut de paiement de l'amende infligée pour une infraction prévue à l'article 16. 20</p> | Exclusion de l'emprisonnement |
| Recovery of fines | <p>18. If a person is convicted of an offence under section 16 and the fine that is imposed is not paid when required, the prosecutor may, by filing the conviction, enter as a judgment the amount of the fine and costs, if any, in a 25 superior court of the province in which the trial was held, and the judgment is enforceable against the person in the same manner as if it were a judgment rendered against the person in that court in civil proceedings. 30</p> | <p>18. En cas de défaut de paiement de l'amende infligée pour une infraction prévue à l'article 16, le poursuivant peut, en déposant la 25 déclaration de culpabilité auprès de la cour supérieure de la province où le procès a eu lieu, faire homologuer la décision relative à l'amende, y compris les dépens éventuels; l'exécution se fait dès lors comme s'il s'agissait d'un 30 jugement rendu contre la personne par le même tribunal en matière civile.</p> | Recouvrement |
| Presumption | <p>19. For the purposes of this Act, the union is deemed to be a person.</p> | <p>19. Pour l'application de la présente loi, le syndicat est réputé être une personne.</p> | Assimilation |

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

| | | | |
|-------------------|--|--|-------------------|
| Coming into force | <p>20. This Act comes into force on the expiry of the twenty-fourth hour after the time at which it is assented to.</p> | <p>20. La présente loi entre en vigueur à 35 l'expiration de la vingt-quatrième heure suivant sa sanction. 35</p> | Entrée en vigueur |
|-------------------|--|--|-------------------|

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

En case de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>